

Conférence sur la coopération économique

● (1530)

Au sujet du programme d'action spécial, le député a soulevé certaines questions quant à l'engagement du Canada. A l'instar de la plupart des pays industrialisés présents à la conférence, nous avons réitéré notre désir d'atteindre l'objectif de .7 p. 100 et nous nous sommes également engagés, si je me souviens bien, à prévoir une hausse annuelle au chapitre du développement. Les députés doivent se rappeler que l'an dernier et cette année, nous avons accru notre budget au développement de plus de 100 millions de dollars, de sorte qu'il se chiffre actuellement à plus de 1.1 milliard. Nous allons tâcher de maintenir ce chiffre; en outre, en réitérant notre volonté d'atteindre l'objectif, nous voulons bien entendu empêcher que n'interviennent d'autres diminutions.

Pour ce qui est des crédits accordés à l'aide, il ne faut pas passer sous silence le fait que le Japon notamment s'est engagé à doubler ses crédits d'ici cinq ans. Les États-Unis ont promis d'augmenter fortement leur aide au cours des prochaines années. Ces deux engagements de la part de deux puissances industrielles représentent un transfert de fonds de plusieurs milliards de dollars. Tout cela grâce à la Conférence sur la coopération économique internationale. C'est pourquoi j'ai peur que, si l'on ne reconnaît pas les efforts énormes qu'ils ont consenti à faire au cours de cette conférence, les pays industrialisés ne se découragent et ne cessent tout effort. C'est pourquoi également je trouve dommage que notre communiqué n'ait pas davantage insisté sur les efforts consentis pas les pays occidentaux dans le domaine de l'aide internationale, car il s'est produit quelque chose de presque révolutionnaire à cette conférence, si l'on pense au stade où en étaient les choses il y a trois ou quatre mois.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre, qui nous a déjà permis de voir comment va se dérouler le dialogue et comment il sera mené. Je voudrais demander au ministre s'il compte à un moment donné, à condition bien sûr qu'il conserve son portefeuille, exposer au Parlement, quelque part au cours de l'été, la position générale du Canada vis-à-vis du problème des inégalités entre les différents pays du monde, en tenant compte du fait que l'aide directe est importante, mais que, à mon point de vue, les pays en développement ont fondé trop d'espoir sur les accords sur les cours des matières premières. Sans doute y aura-t-il beaucoup de déception, parce que je ne peux imaginer que ces accords puissent avoir les résultats que ces pays peuvent escompter.

Étant donné également que ce qui survient dans ces pays dépend des structures sociales et de bien d'autres facteurs, j'aimerais demander au ministre s'il serait possible que nous-mêmes nous passions à des mesures concrètes au lieu de nous en tenir aux belles paroles. Je ne minimise pas les difficultés d'une pareille attitude, étant donné que la plupart d'entre nous connaissons les difficultés que soulève ici-même toute action efficace contre les inégalités régionales, mais peut-être que le ministre pourrait répondre à cette question. Notre engagement dans le domaine international ne se résume-t-il pas à un flot de paroles? Il est vrai que quelques pays versent des sommes considérables et font quelque chose. Mais ne sommes-nous pas

surtout forts en paroles et faibles en programmes concrets qui pourraient finir par réduire sensiblement les inégalités entre les pays?

M. MacEachen: J'admets qu'il y a beaucoup de verbiage lorsqu'il s'agit de développement international. L'un des avantages de ce regroupement limité mais représentatif de 27 pays, c'est que ce verbiage a été passablement réduit, bien qu'il y en ait encore. Tout au long de la conférence, nous n'avons pas beaucoup entendu parler de l'apartheid ou d'autres questions politiques importantes qui s'étaient toujours manifestées dans la question des rapports Nord-Sud.

Le député demande quand nous allons passer aux mesures concrètes. Je me contenterai de rappeler un certain nombre de situations ou de résultats concrets. Tous les participants se sont engagés à appuyer le fonds commun comme un nouvel élément et un instrument essentiel à la stabilisation du prix des matières premières. C'est une réalisation concrète. Nous avons obtenu des résultats très réels en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, et on s'est engagé sur une période de dix ans à créer des infrastructures en Afrique, surtout dans le domaine des transports. Je crois que la conférence a permis, mieux que jamais auparavant, d'aborder des cas précis de façon concrète. Je suis d'accord avec l'observation que le député de Halifax (M. Stanfield) a faite au début, quand, d'une certaine façon, il a repris une déclaration du ministre des Affaires étrangères de France, selon qui la conférence pour la coopération économique internationale avait eu un résultat positif et que des gains valables avaient été réalisés, comme le fonds commun, l'action spéciale, le projet décennal de développement du transport et des communications en Afrique.

Il a poursuivi en disant que les déceptions exprimées par certains pays du groupe des 19 se rapportaient à des espoirs manquant de réalisme, ou comme le dit le député à des aspirations peu réalistes. L'un des problèmes est qu'il s'agit d'espérances exagérées. Il me semble que grâce aux échanges de vues et aux négociations menées entre les personnalités politiques de très haut niveau provenant des deux groupes de pays, on est parvenu à laisser de côté le verbiage, mais je ne pense pas que le travail soit terminé pour autant.

M. Sharp: J'aimerais poursuivre le débat par une question semblable à celle posée par le député d'Halifax. Elle se rapporte aux deux propositions particulières qui ont été faites à la Conférence sur la coopération économique. Il me semble qu'au Canada comme dans bien d'autres pays, il existe dans une grande mesure ce que nous pourrions appeler un optimisme exagéré sur les chances de voir accepter certaines propositions. Je voudrais donc poser au président du Conseil privé (M. MacEachen) deux questions relatives à ces propositions. La première a trait à la question de la stabilisation et de l'indexation des prix des produits exportés. Tout comme le député de Halifax, je suis plutôt sceptique. J'aimerais d'abord demander au président du Conseil privé (M. MacEachen) si, selon lui, on a fait ressortir à ce moment-là les conséquences de ces propositions. Est-ce que le prix des exportations du Canada par exemple serait stabilisé et indexé si ce système devait entrer en vigueur?